

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL**  
**ECONOMIQUE**  
**ET SOCIAL**



Distr.  
GENERALE

E/2164  
6 février 1952

ORIGINAL: FRANCAIS

**LE PROBLEME DE L'APATRIDIE**

Renseignements communiqués par les Etats conformément  
à la résolution 352 (XII) du Conseil économique et  
social relative au problème de l'apatridie 1)

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer la note ci-après, en date du 15 mai 1951, qui lui est parvenue du Département des Affaires Etrangères de Belgique :

1) Les renseignements communiqués antérieurement par les Etats conformément à la résolution 319 B iii (XI) concernant le problème de l'apatridie ont été distribués sous les cotes E/1869 et E/1869/Add. 1 à 19.

"Bruxelles, le 15 mai 1951

" Le Département des Affaires Etrangères a l'honneur d'accuser réception de la note du 5 avril 1951, No SOA 325/04, par laquelle le Secrétaire Général des Nations Unies a exprimé le désir de recevoir des informations sur la législation belge relative à la nationalité.

Le Secrétaire Général trouvera ci-jointe une annexe contenant toutes les lois en vigueur en Belgique en cette matière. Le texte de base est constitué par l'arrêté-royal du 14 décembre 1932 qui a coordonné les lois des 15 mai 1922, 4 août 1926, 30 mai 1927 et 15 octobre 1932 sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité.

Le Département des Affaires Etrangères croit devoir signaler que le législateur belge s'est efforcé de réduire au minimum les dispositions qui auraient pour conséquences de priver les personnes de toute nationalité.

C'est ainsi qu'une personne ne peut renoncer à la nationalité belge si elle n'établit pas qu'elle a acquis ou acquerra une autre nationalité (articles 4, 5 et 18, I. 2ème alinéa des lois coordonnées).

De même, la perte d'office de la nationalité belge n'intervient que lorsque l'intéressé possède une autre nationalité (article 18).

D'autre part, la nationalité belge ne se perd pas par suite d'un séjour prolongé à l'étranger ou du fait de la naissance survenue en pays étranger (article 1er 1.)

Enfin, l'acquisition de la nationalité belge par option ou par naturalisation est rendue possible dans les mêmes conditions pour les apatrides que pour les étrangers du droit commun.

L'épouse et les enfants mineurs non émancipés de celui qui acquiert la nationalité belge peuvent toujours suivre sa condition (articles 5 et 15).

Cependant, le jeu de certaines dispositions de la loi belge peut permettre, dans des cas fort limités il est vrai, la naissance de l'apatridie.

Tel serait le cas :

- d'un enfant légitime né en Belgique d'un père apatride,
- d'un enfant naturel reconnu en premier lieu par sa mère lorsque la loi nationale de cette dernière ne conférerait pas sa nationalité à l'enfant,
- et d'un enfant naturel reconnu par son père soit avant soit au moment même de la reconnaissance par la mère, lorsque la loi nationale du père ne lui confère pas la nationalité de ce dernier.

De plus, pour des raisons que justifie la sécurité publique, le législateur a adopté des dispositions réglementant la déchéance de la nationalité belge.

Tel est le cas de la loi du 30 juillet 1934, aux termes de laquelle peuvent être déchus de la qualité de belge, ceux qui manquent gravement à leurs devoirs de citoyen belge, ainsi que l'arrêté-loi du 6 mai 1944, modifié par l'arrêté-loi du 7 septembre 1946, en vertu duquel sont déchus de plein droit de la nationalité belge ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle pour infractions commises en temps de guerre contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Le Département des Affaires Etrangères présume que les renseignements donnés ci-dessus, ainsi que ceux qui étaient contenus dans la dépêche du 21 décembre 1950, émise comme la présente, permettront de donner au Conseil économique et social une synthèse suffisante du droit belge relatif à la nationalité. "

ANNEXE

Loi concernant l'acquisition, la perte et le recouvrement  
de la nationalité - Coordination du 14 décembre 1932

complétée par la Loi du 30 juillet 1934 concernant la déchéance de nationalité et par l'Arrêté-loi du 6 mai 1944 sur la déchéance de nationalité, la privation et la suspension de certains droits pour infraction commise en temps de guerre contre la sûreté extérieure de l'Etat modifié par l'Arrêté-loi du 7 septembre 1946.

(Extraits)

Article premier. Sont belges:

1. L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de belge au jour de la naissance;
2. L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus.  
L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

Article 2. L'enfant naturel dont la filiation maternelle est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation suit la condition de sa mère au jour de l'acte de reconnaissance ou du jugement déclaratif de filiation. Si ce jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès.

Il suit la condition de son père si la reconnaissance volontaire ou judiciaire de sa filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de sa filiation maternelle.

Article 3. L'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation suit la condition de son père, si celui-ci est belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

Article 4. L'étrangère qui épouse un belge ou dont le mari devient belge par option, suit la condition de son mari.

Toutefois, elle peut renoncer à la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22 durant les six mois à partir du jour du mariage ou du jour où le mari est devenu belge, à la condition d'établir qu'elle possède la nationalité étrangère ou qu'elle la recouvre du fait même de sa déclaration.

Elle peut, en tout temps, et dans les conditions ci-dessus, renoncer à la nationalité belge après la dissolution du mariage.

Article 5. Deviennent belges, les enfants mineurs non émancipés lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le droit de garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de belge.

Toutefois, à la condition d'établir qu'ils possèdent la nationalité étrangère ou qu'ils la recouvrent du fait même de leur déclaration, ils peuvent jusqu'à l'expiration de leur vingt-deuxième année, renoncer à la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22.

Article 6. Peuvent acquérir la qualité de belge par option, sous les conditions et suivant les formes ci-après établies:

1. L'enfant né en Belgique;
2. L'enfant né dans la colonie ou à l'étranger de parents dont l'un a ou avait la qualité de Belge.

Article 7. L'option n'est point recevable lorsque la loi nationale de l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité dans le cas où il en acquerrait une nouvelle.

Article 8. La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions:

1. l'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique ou dans la colonie durant l'année antérieure à la déclaration d'option. En outre, il doit avoir résidé habituellement en Belgique ou dans la colonie soit depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à l'âge de dix-huit ans, soit pendant au moins neuf ans
2. la déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa vingt-deuxième année.

Est assimilée à la résidence en Belgique ou dans la colonie, durant la minorité, la résidence en pays étranger, aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par le gouvernement belge.

La condition de résidence imposée au numéro 1 ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de belge.

Article 9. L'intéressé qui justifie avoir été empêché de faire sa déclaration d'option depuis qu'il a atteint l'âge de vingt et un ans peut être relevé de la déchéance par le tribunal, qui statue sur l'agrération de l'option.

Article 10. La déclaration d'option est faite en Belgique ou dans la colonie au parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Il en est dressé acte par le procureur du Roi. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité; en Belgique, par affiches à la porte de la maison communale, ainsi que par l'insertion dans un journal de la province; au Congo, suivant le mode déterminé par le Ministre des Colonies.

La publication mentionne le délai pendant lequel le procureur du Roi procède à une enquête sur l'idonéité du déclarant.

En Belgique, le juge de paix est toujours appelé à donner son avis.

Le tribunal de première instance en Belgique ou dans la colonie se prononce sur l'agrération de l'option après avis du procureur du Roi, l'intéressé entendu ou appelé. La décision est motivée; elle est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du tribunal par requête adressée à la Cour d'appel. Celle-ci statue en dernier ressort, après avis du procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

La décision définitive d'agrération est transcrite à la diligence du ministère public sur le registre mentionné à l'article 22. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Article 11. La naturalisation confère la qualité de belge. Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

Article 12. Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut:

1. Être âgé de trente ans accomplis;
2. Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la colonie depuis quinze ans au moins. Toutefois, ce délai est réduit à dix ans pour l'étranger

mari d'une femme belge de naissance, ou veuf ou divorcé d'une femme belge de naissance dont il a eu un ou plusieurs descendants et pour la femme d'origine étrangère qui a épousé un belge.

La grande naturalisation peut être accordée, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'Etat ou à la colonie.

Article 13. Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire, il faut:

1. être âgé de vingt-deux ans accomplis;
2. avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la colonie depuis dix ans au moins. Toutefois, ce délai est réduit à cinq ans pour l'étranger mari d'une femme belge de naissance ou veuf ou divorcé d'une femme belge de naissance dont il a eu un ou plusieurs descendants.

Article 14. La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la loi nationale de l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité dans le cas où il en acquerrait une nouvelle.

Article 15. L'étrangère dont le mari devient belge par naturalisation suit la condition de son mari en déclarant dans les six mois de la transcription de l'acte de naturalisation son intention de bénéficier de la présente disposition. Ladite déclaration est soumise aux formalités prévues par l'article 10. Toutefois, il est loisible à l'intéressé de solliciter la naturalisation conjointement avec son mari et, dans ce cas, elle est dispensée des conditions fixées par les articles 12 et 13.

Il en est de même des fils majeurs ou émancipés et des filles majeures ou émancipées, non mariées, dont l'auteur est devenu belge par naturalisation avant l'expiration de leur vingt-cinquième année.

.....

Article 17. L'acte de naturalisation voté par les Chambres et sanctionné par le Roi est notifié à l'intéressé par les soins du Ministre de la Justice.

.....

Article 18. Perdent la qualité de belge:

- 1°. celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère.

Est réputé acquérir volontairement une nationalité étrangère, celui qui, l'ayant acquise de plein droit, renonce à la nationalité belge par une

déclaration faite dans les formes de l'article 22.

Toutefois, si l'intéressé est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active et sa réserve, l'acquisition d'une nationalité étrangère ne lui fera perdre la qualité de belge que moyennant l'autorisation du Roi.

2° La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère;

3° La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère.

Toutefois, la femme belge -sauf si elle n'est devenue belge que par mariage- peut, dans ces deux cas, conserver la qualité de belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 22, durant les six mois à partir du jour du mariage et du jour où le mari a changé de nationalité.

4° Les enfants mineurs non émancipés d'un belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur.

#### Article 18 bis.

Paragraphe premier. Les belges qui ne tiennent pas leur nationalité d'un auteur belge au jour de leur naissance peuvent s'ils manquent gravement à leurs devoirs de citoyen belge, être déchus de cette qualité, sur la poursuite du ministère public.

Les manquements reprochés seront spécifiés dans l'exploit introductif d'instance.

Paragraphe 2. L'action en déchéance se poursuit devant la Cour d'appel du domicile du défendeur, ou à défaut de domicile connu, de sa dernière résidence; A défaut de domicile et de résidence connus en Belgique, la Cour d'appel de Bruxelles est compétente.

.....

Paragraphe 3. La femme et les enfants du belge déchu peuvent décliner la nationalité belge dans le délai de six mois à partir du jour de la transcription de l'arrêt prononçant la déchéance.

A l'égard des enfants mineurs, ce délai est prorogé jusqu'à l'expiration des six mois qui suivent leur majorité; toutefois, à l'âge de 16 ans, ils sont admis à décliner la nationalité belge dans les conditions déterminées par l'article 21 de la présente loi.

.....



Article 18 ter. Est déchu de plein droit de la nationalité belge à l'expiration du délai d'opposition celui qui a été condamné, par arrêt ou jugement prononcé par défaut non frappé d'opposition et demeuré inexécuté sur sa personne à une peine criminelle pour infraction ou tentative d'infraction, commise en temps de guerre et prévue par le chapitre II, livre II, titre Ier du Code pénal ou par les articles 17 et 18 du Code pénal militaire.

Article 18 quater......

Les paragraphes 8 et 9 de l'article 18bis, sont applicables aux déchéances de nationalité résultant des dispositions de l'article 18ter.

Article 19. Le belge de naissance qui a perdu cette qualité par application de l'article 18, paragraphe 1, premier alinéa, peut la recouvrer par une déclaration d'option à condition d'avoir eu sa résidence habituelle en Belgique ou dans la colonie durant les deux années antérieures à sa déclaration. La disposition de l'article 7 est applicable à cette option.

La femme, belge de naissance, qui a perdu cette qualité par application des paragraphes 2 et 3 de l'article 18, peut la recouvrer, après la dissolution du mariage, par une déclaration d'option, à condition d'avoir eu sa résidence habituelle en Belgique ou dans la colonie durant l'année antérieure à sa déclaration.

L'enfant qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 18, paragraphe 4, peut la recouvrer entre l'âge de seize et l'âge de vingt-deux ans accomplis, par une déclaration d'option, à condition d'avoir eu sa résidence habituelle en Belgique ou dans la colonie durant l'année antérieure à sa déclaration. La disposition de l'article 9 est applicable à cette option.

Les déclarations d'option faites en vertu du présent article sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire et la décision d'agrément est transcrite conformément à l'article 10.

Article 20. L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de belge de quelque cause qu'ils procèdent, ne produisent d'effet que pour l'avenir.

Article 21. Les enfants mineurs sont habiles à faire, dès l'âge de seize ans accomplis, la déclaration prévue aux articles 5, 10, 18 et 19, avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour la validité du mariage selon les conditions prescrites au chapitre Ier du titre V du livre Ier du Code civil.

Le consentement est donné soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par un officier de l'état civil, cet acte séparé doit être annexé à l'acte de la déclaration.

.....

Article 23. La qualité de belge par filiation est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de belge en la personne de celui des auteurs du réclamant dont la nationalité forme la condition de la sienne.

La possession d'état de belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère.

La preuve contraire est de droit.

Article 24. Pour l'application de la présente loi, la personne belge de naissance, est celle qui a cette qualité autrement que par naturalisation ou par mariage.

.....